



Sommaire

LE MOT DU DIRECTEUR.....	1
La rentrée universitaire au laboratoire LADIREP : Table-ronde autour de <i>La révolution servile haïtienne et l'énigme du retour</i> de Jean W. Gustinvil le 28 novembre 2022.....	4
Allocution du professeur Michel Acacia, Directeur Adjoint des Éditions de l'université d'État d'Haïti et éditeur en chef.....	4
Le laboratoire LADIREP, membre du réseau de partenariat global, Global Partnership Network (GPN) .5	
Atelier de réflexions sur la coopération pour le Développement en Haïti : Perspective pour la définition d'un projet de recherche	6
Le projet ICKL/LADIREP-UEH/SOFA « Étude des enjeux de pouvoir sous-jacents aux interactions entre les acteur-trice-s des partenariats dits de développement en Haïti »	8
Kepler Aurélien : postdoc GPN du laboratoire LADIREP, « Crises politiques et logique de pouvoir en Haïti : Gestion politique des enjeux économiques du cycle de crises post-1986 ».....	9
Youla Jérémie Dolin, boursière de Master du GPN, « La figure du maître dans <i>Tbémistocle-Epaminondas Labastier</i> de Frédéric Marcelin et dans <i>Émile</i> de Jean- Jacques Rousseau » bourse de Master du GPN	12
Nouvelles/nouveaux doctorantes/doctorants du laboratoire LADIREP	12
Ketleine Charles, « Participation politique des femmes en Haïti : la formation d'un discours dans la période post 86 » (sous la direction de Jhon Picard Byron, LADIREP-UEH, et de Sylvie Lacombe, Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval)	12
Marie Estella Joseph, « Le travail policier en Haïti entre la brutalité extrême et la passivité excessive » (sous la direction de Paul Antoine Bien-aimé, LADIREP-UEH, et de Fabien Jobard, CESDIP/CNRS-UVSQ/Paris Saclay)	13
Emmanuel Milord, « Genèse et évolution de l'administration publique en Haïti : mécanismes d'intermédiation et de maturation politique (1803- 1860) » (sous la direction de Jean Alix René, LADIREP-UEH et Carlo Avierl Célius, IMAF- CNRS	14
Quinzaine de la francophonie : compte-rendu d'une des conférences du laboratoire LADIREP.....	15
Rapport de séjour postdoctoral de Jerry Michel.....	17
Assemblée générale de LADIREP du 16 décembre 2022 : Formalisation et lancement d'une grande réforme structurelle du laboratoire.....	19
Calendrier des principales activités du laboratoire.....	22

LE MOT DU DIRECTEUR

Chères et chers collègues,

Chères et chers ami/es lectrices/lecteurs,

Cette nouvelle livraison du *Bulletin du laboratoire LADIREP* paraît dans un contexte marqué par la détérioration des conditions de sécurité avec le kidnapping contre rançons qui touche un point jamais atteint auparavant limitant ainsi le droit à la circulation, la liberté de mouvement des citoyennes et des citoyens à travers Port-au-Prince et dans les communes avoisinantes. Cette situation a des incidences énormes sur la communauté universitaire, particulièrement sur le corps professoral. L'UEH, comme d'autres secteurs de la vie nationale, ne cesse de compter des victimes ! Les activités du laboratoire sont de ce fait très limitées. Cependant, au cœur de cette situation on ne peut plus difficilement nous tenir à les maintenir (le séminaire du laboratoire a été lancé en ligne). Nous considérons nos actions de recherche comme autant d'actes de résistance face aux forces obscures qui entretiennent ce chaos.

Dès la fin de la pandémie et à la suite des différents épisodes de *peyi lòk*, nous avons redoublé d'effort et d'imagination en vue de la relance des activités du laboratoire. L'intégration du laboratoire au réseau de partenariat global, en anglais *Global Partnership Network (GPN)*, est un des temps forts de cette relance.

Depuis mars 2022, un dispositif permet au laboratoire LADIREP, de concert avec des partenaires de l'Université de Kassel, Allemagne, d'offrir deux bourses d'études à des étudiantes de maîtrise de l'UEH et de créer une position postdoctorale. Dans la foulée de l'attribution de ces premières bourses GPN, la convention entre l'Université de Kassel et l'Université d'État d'Haïti a été renouvelée le 16 mars 2022 et paraphée, d'une part, par Prof Dr Ute Clement, Président de Universität Kassel et Prof Dr Aram Ziai, Project & Scientific Leader, d'autre part, par Prof Fritz Deshommes, Recteur de l'UEH et Prof Dr Odonel Pierre-Louis, Co-operator & Scientific Leader. Bien plus qu'une affaire de bourses, le programme GPN va permettre au laboratoire LADIREP de développer un axe transversal de recherche sur le partenariat et la coopération. C'est dans cette perspective que LADIREP a organisé, les 15 et 16 décembre 2022, en partenariat avec deux organisations de la société civile, membres du réseau, l'Institut Culturel Karl Levêque (ICKL) & la Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA), un workshop qui nous a permis d'élaborer un projet de recherche validé et approuvé par les plus hautes instances du réseau GPN (le comité exécutif et le conseil académique). La mise en œuvre de ce projet, qui sera financé, comme toutes les activités du GPN, sur le programme **exceed** par l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD), un organisme du gouvernement allemand, sera lancée, en principe, au cours de ce mois d'avril 2023.

Deux évènements majeurs du dernier trimestre de l'année 2022 sont à prendre aussi comme temps forts de la relance postpandémique de LADIREP : (1) la table-ronde accompagnant la vente-signature du livre de Jean Waddimir Gustinvil (*La révolution servile haïtienne et l'énigme du retour*) qui a ouvert l'année universitaire 2022-2023 et (2) l'Assemblée Générale du laboratoire qui a coïncidé avec le workshop du GPN.

La table-ronde est relatée dans le premier article du bulletin qui reprend l'allocution du directeur adjoint des Éditions de l'Université d'État d'Haïti, le professeur Michel Acacia. Permettez-moi de m'arrêter dans cet éditorial sur l'AG et sur trois dossiers qui ont fait l'objet d'un traitement spécial lors de cette Assemblée. La raison de cette mise en lumière tient au fait qu'au cours du premier trimestre 2023 les différentes actions du Conseil du laboratoire ont été scandées par ces points centraux de la dernière Assemblée Générale des 15/16 décembre 2022.

1) La nécessité de constituer des coordinations des écoles doctorales de l'UEH de concert avec les laboratoires

L'UEH est en pleine mutation. D'une université d'enseignement plafonnée au premier cycle, elle se transforme peu à peu en une université de recherche. La création de la Direction des Études Post-graduées (DEP) et des Écoles Doctorales a été une étape importante dans ce processus. Les laboratoires ont été ajoutés au dispositif. Cependant leur imbrication au système tarde encore à être effective. Il semblerait que les dirigeants considèrent ces structures comme de simples associations de collègues. Alors que l'admission des doctorantes/doctorants passe obligatoirement par les laboratoires, aucun laboratoire ne siège aux coordinations des écoles doctorales. Notez tout de suite qu'il n'existe pas, à ma connaissance, de coordination d'École doctorale à l'UEH. Tout le système de troisième cycle de l'UEH repose sur les épaules du Directeur des Études Post-graduées qui est à la fois juge et partie, à la fois autorité de régulation et opérateur. Au laboratoire LADIREP, cette situation nous interpelle. Le parcours académique des doctorantes et doctorants que nous accueillons nous intéresse énormément. Nous souhaitons participer au premier chef à la planification et à la mise en œuvre des différentes activités prévues dans ce cadre. Sachant que la formation des docteur/es à la recherche se fait par la recherche, nous souhaitons pouvoir mieux articuler les actions de recherche des professeur/es-chercheur/es du laboratoire aux travaux des doctorant/es qu'ils/elles dirigent.

2) Le renforcement structurel du laboratoire LADIREP

Le renforcement structurel du laboratoire est une préoccupation de longue date. Mais le sujet est revenu sur le tapis lors de la mission du laboratoire dans le Nord, du 19 au 25 juillet 2022, à l'occasion des discussions accompagnant la révision du dossier scientifique du laboratoire. La retraite de Limonade de cet été 2022 nous a permis de mettre le doigt sur deux problèmes majeurs du laboratoire, de les nommer et d'envisager des solutions.

Il s'agit

- du problème d'alternance qui nous porte à chaque AG à reporter la tenue de l'élection d'un nouveau conseil de laboratoire ;
- du problème d'engagement des membres dans les activités du laboratoire.

Le second problème est abordé au point 3. Nous avons compris que les professeurs de l'UEH, membres du laboratoire, ne peuvent vraiment s'impliquer dans les activités du laboratoire, donc dans la recherche, qu'à une seule condition : la reconnaissance, par le Rectorat, les Décansats et les Directions des entités de l'UEH, des activités de recherche dans leur état de service et leur rémunération adéquate.

En ce qui a trait au premier problème, nous avons trouvé un moyen de l'adresser en suivant l'expérience de nombreuses structures et associations académiques. Dans ces vieilles structures qui appliquent



scrupuleusement le principe de l'alternance démocratique, un directeur élu ne remplace pas un directeur élu. D'ailleurs, on n'élit pas de directeur au suffrage universel direct. Un vice-directeur est élu au suffrage direct avec droit de succession au directeur. Il remplace donc ce dernier à l'échéance de son mandat. C'est en partant de ce modèle que le conseil sortant du laboratoire a proposé des amendements aux statuts du laboratoire LADIREP (Voir page 21).

L'application du principe d'alternance nous engage également à alléger le poste de directeur du laboratoire. Désormais, la position de directeur du laboratoire est de préférence une fonction stratégique de décision et d'orientation. Dans les amendements des statuts, les fonctions d'opérationnalisation et de management de proximité sont attribuées à deux autres positions : celles de coordonnateur/coordonnatrice scientifique et de gestionnaire.

Ainsi, le prochain collègue enseignant-chercheur qui occupera la position de directeur du laboratoire aura assez de temps pour se consacrer à ses propres recherches tout en s'occupant de l'intérêt commun de la communauté du laboratoire et de l'université.

Les points 1 et 2 ont fait l'objet d'une rencontre du Conseil du laboratoire avec le Recteur et le Vice-Recteur à la Recherche. Ces deux dirigeants de l'Université nous ont donné leur accord de principe sur la mise en œuvre du renforcement du laboratoire. En guise de suivi à cette rencontre, la direction a transmis au Conseil Exécutif de l'Université d'État d'Haïti que dirige le Recteur Fritz Deshommes un mémorandum validé par le Conseil de Laboratoire.

3) La reconnaissance des activités de recherche des professeurs de l'UEH dans leur état de service

Le point 3 n'est pas traité encore avec le conseil exécutif. Il fera l'objet de nouvelles rencontres avec cette instance de l'UEH. Entre temps, nous sommes convaincus de la nécessité de lancer dès maintenant un plaidoyer sur ce point auprès de toutes les instances de l'Université. Il s'agit d'insister auprès des instances dirigeantes de l'UEH pour qu'elles intègrent les activités de recherche dans nos états de service et établissent, par voie de conséquence, leur juste rétribution. À ce niveau, nous ne parlons pas simplement d'incitatifs.

Je voudrais clôturer cet éditorial sur une perspective de coopération avec l'UNESCO. Des démarches sont en cours en vue d'introduire auprès de cet organisme des Nations Unies un dossier en vue de l'élévation du laboratoire LADIREP au rang de **centre/laboratoire de catégorie 2 de l'UNESCO**.

Nous allons nous engager dans cette démarche tout en renforçant nos liens avec nos principaux partenaires locaux, en particulier la FOKAL. Cette année 2023 marquera le dixième anniversaire de la création du laboratoire LADIREP. Au cours de cette décennie, le laboratoire a bénéficié du soutien constant de la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) et de sa présidente.

Bref, tout en félicitant nos doctorantes Ketleine Charles et Marie Estella Joseph, lauréates du concours de bourses Anténor Firmin 2022, je vous invite à prendre connaissance des autres articles de ce dernier numéro du bulletin du laboratoire LADIREP.

Merci et bonne lecture

Jhon Picard Byron, professeur à l'UEH

Membre permanent et directeur du laboratoire LADIREP (jusqu'en décembre 2023)

La rentrée universitaire au laboratoire LADIREP : Table-ronde autour de *La révolution servile haïtienne et l'énigme du retour* de Jean W. Gustinvil le 28 novembre 2022

Sous les auspices des Éditions de l'Université d'État Haïti et du laboratoire LADIREP, s'est tenu dans les locaux des Masters de l'ENS le lancement de l'ouvrage de Jean Waddimir Gustinvil *La révolution servile haïtienne et l'énigme du retour*. Une table-ronde suivie de ventes-signatures a réuni les professeurs : Nixon Calixte, Edelyn Dorismond, Sabine Lamour, Carole Sassine et, bien entendu, l'auteur, Jean Waddimir Gustinvil. La séance a été ouverte par le professeur Michel Acacia, qui a fait une brève présentation de la démarche de l'auteur et signalé les dernières parutions des Éditions de l'Université d'État d'Haïti. Les professeurs invités ont ensuite présenté leurs analyses inspirées d'angles de vue très différents. Cette diversité non-ordonnée cadrait tout à fait avec l'ouvrage présenté. Nous livrons ici l'allocution du professeur Michel Acacia.

Allocution du professeur Michel Acacia, Directeur Adjoint des Éditions de l'université d'État d'Haïti et éditeur en chef

Fête du livre - rencontre auteur - livre - public

Nous sommes ici pour la vente-signature du livre de Jean Waddimir Gustinvil, *La Révolution servile haïtienne et l'énigme du retour*.

Cette activité participe d'une série de rencontres que, sous l'impulsion du directeur Jhon Picard Byron, les Éditions organisent en vue de faciliter l'accès aux publications et aux auteurs de cette maison d'édition.

Les Éditions ont pensé faire de cette vente-signature un véritable événement. Elles ont mobilisé pour la circonstance des professeurs d'université - Nixon Calixte, Edelyn Dorismond, Sabine Lamour, Carole Sassine – qui, dans leurs champs disciplinaires respectifs, vont, chacun/ chacune à sa manière, nous communiquer leur lecture du livre de Gustinvil.

Je vais moi-même me hasarder à en dire deux mots, sans déborder, je l'espère, la prudence qui sied à l'éditeur ou l'éditrice en pareilles circonstances.

Toute révolution, nous dit Gustinvil, charrie une promesse. Cette promesse génère des attentes dans la période postrévolutionnaire. Dans quelle mesure la révolution arrive-t-elle à tenir sa promesse ? Gustinvil fait état d'une tension entre cette promesse de la Révolution et la Révolution accomplie. Cette tension serait due ou traversée par ce qu'il appelle la contamination de la Révolution.

L'auteur de *La révolution servile haïtienne et l'énigme du retour* mobilise tout un appareillage conceptuel et empirique pour rendre compte de cette contamination qui n'invaliderait pas pour autant la Révolution. Durant tout le XIX^{ème} siècle, des citoyens, notamment des paysans, ont fait valoir leurs revendications au nom de la promesse de la Révolution.

Nous ne dirons pas davantage. Nous nous gardons de nous mettre entre la critique et l'auteur.

Notre tâche se borne à offrir des pistes pour une mise en contexte de l'évènement du jour.

Les intervenants ici présents – je les cite à nouveau : : Nixon Calixte, Edelyn Dorismond, Sabine Lamour, Carole Sassine – auront droit à des propos plus affirmatifs.

Nous profitons de l'occasion vous pour vous faire part des dernières parutions des Éditions de l'Université d'État d'Haïti :

- *Recettes haïtiennes face à la Covid 19*, par Audalbert Bien-Aimé, Justin Casimir, Marc-Félix Civil, Ernst Noel, Marilise Rouzier
- *Pou nou desitire ensekirite ak kidnapin nan pey d'Ayiti/Insécurité et kidnaping en Haïti : entre dévouement de l'État et néolibéralisme*, par Fritz Deshommes
- *Construire la démocratie haïtienne par le bon bout*, par Myrta Gilbert
- *Critique de la raison dominicaine. La question de l'antihaitianisme*, par Glodel Mézilas
- *Haïti, réalités et perspectives*, sous la direction de Josué Vaval



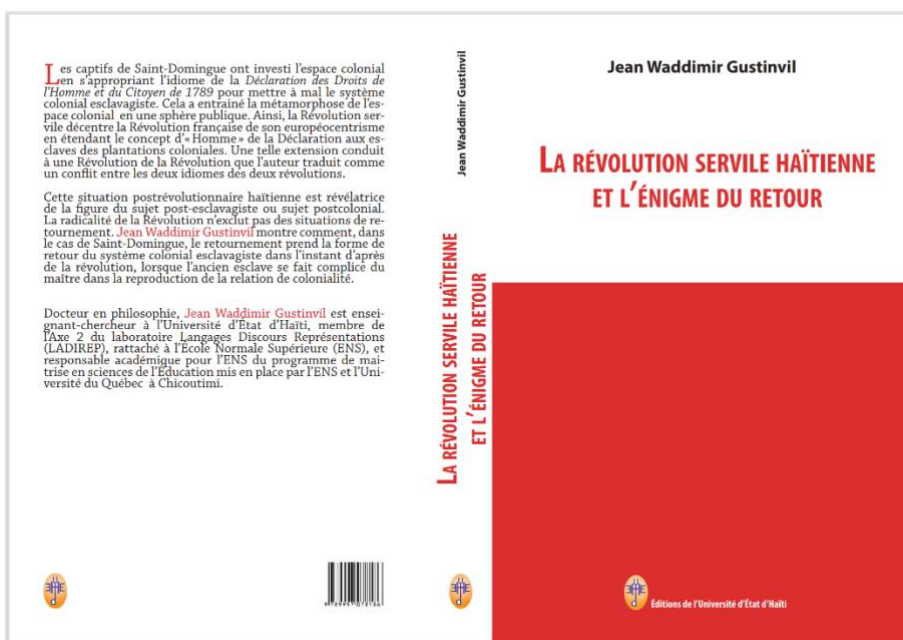
Et, bien entendu, le livre de Gustinvil, qui fait l'objet de cette vente-signature : *La Révolution servile haïtienne et l'énigme du retour*.

Les exemplaires du livre de l'auteur Jean Waddimir Gustinvil sont disponibles ici à un prix réduit.

Nous remercions l'auteur qui a accepté de venir ici signer son livre à la délectation des lecteurs. Nous remercions les intervenants/intervenantes qui ont accepté de venir partager avec nous remarques, analyses et réflexions autour du livre du professeur Gustinvil. Nous remercions la nombreuse assistance qui a fait le déplacement. Nous remercions les membres du personnel

des Éditions, qui se sont dépensés pour la réussite de cette rencontre.

Bonne écoute ! Bonne lecture !



Le laboratoire LADIREP, membre du réseau de partenariat global, Global Partnership Network (GPN)

Le GPN est un regroupement d'établissements d'enseignement supérieur et d'organisations dites de la société civile (engagées pour la plupart dans la formation et le plaidoyer) dans douze pays : Afrique du Sud, Allemagne, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Haïti, Inde, Iran, Jamaïque, Ouganda, Sénégal, Togo. Ce réseau s'engage dans la recherche, l'enseignement et la formation autour du 17^e Objectif de développement durable (ODD) : « Partenariat mondial pour le développement durable ».

Le réseau est administré par quatre instances constituées pour la plupart de représentantes et représentants des institutions et organisations membres : un conseil consultatif, un comité directeur, un conseil académique et un conseil d'administration. Les tâches opérationnelles et les suivis quotidiens sont assurés par une équipe exécutive basée à l'Université de Kassel en Allemagne. Le fonctionnement du réseau et la mise en œuvre des activités sont financés par l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) à travers le programme d'Excellence de l'enseignement supérieur dans la coopération au développement (EXCEED).

Les activités du GPN se réalisent sous forme de recherche et enseignement supérieur, production de ressources pédagogiques en ligne et transfert de connaissances à travers des ateliers de réflexion autour de trois grands axes :

- 1- la coopération au développement (accès, responsabilité et participation profonde) ;
- 2- le partenariat dans l'économie mondiale (dans les domaines de l'agriculture, de la finance et de l'énergie) ;
- 3- la production de connaissances (eurocentrisme et connaissances alternatives).

L'Université d'État d'Haïti (UEH) à travers le laboratoire LAngages DIscours REPrésentations (LADIREP), l'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL) et la Solidarité Fanm Ayisyèn (SOFA), ont rejoint le GPN en 2020 dans le cadre d'un nouveau programme quinquennal du réseau qui sera bouclé en décembre 2024.

L'ICKL est un centre d'analyse et d'éducation populaire qui s'engage dans la formation, le plaidoyer, la systématisation d'expériences et la recherche-action.

La SOFA est une organisation féministe à caractère revendicatif. Elle est constituée de femmes paysannes, de femmes de conditions sociales populaires vivant en milieu urbain et de femmes professionnelles, toutes engagées dans la promotion et la défense des droits des femmes.

Atelier de réflexions sur la coopération pour le Développement en Haïti : Perspective pour la définition d'un projet de recherche

Odonel Pierre-Louis

Le laboratoire **L**Angages, **D**iscours et **R**EPrésentations (LADIREP), unité de recherche de l'Université d'État d'Haïti (UEH), a organisé, de concert avec deux organisations de la société civile, la Solidarité Fanm Ayisèn (SOFA) et l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL), les 15 et 16 décembre 2022, à l'hôtel le Plaza, Port-au-Prince, deux « journées de workshop » autour des relations de partenariat Nord-Sud dans le cadre des projets de coopération au développement. Trente et un (31) participants-e-s, composé-e-s de professeur-e-s, d'étudiant-e-s, des représentant-e-s de la SOFA, de l'ICKL, ont pris part à ces deux journées d'activités et ont été invité-e-s à réfléchir en atelier sur des thématiques d'intérêts en vue de proposer des problématiques capables de guider les recherches de LADIREP.

L'UEH, via son unité de recherche et ses deux partenaires de la société civile qui font ensemble partie d'un grand réseau international, le Global Partnership Network (GPN), en français le Réseau de Partenariat Global, envisage de monter un programme de recherche à partir d'une enquête de terrain auprès des

acteurs/actrices de la Société civile et des communautés locales dans lesquelles des projets dits de développement ont été implémentés. Il s'agit, d'une part, d'analyser la perception que ces derniers/dernières ont de la participation ainsi que des dispositifs de partenariat, et, d'autres part, de comprendre les mécanismes d'exclusion de certains groupes sociaux, notamment les femmes dans l'implémentation des projets alors qu'elles devraient en être les premières participantes.

L'atelier avait comme principal objectif de leur permettre de définir plus précisément leur projet de recherche afin de pouvoir remplir l'application d'appel à projets du Global Partnership Network (GPN) qui a été ensuite validé par le Comité académique du GPN.

Le Global Partnership Network (GPN) et ses Partenaires en Haïti

Les principales thématiques sur lesquelles travaille le GPN sont la coopération, le développement, le partenariat mondial dans l'économie mondiale et la production de connaissances. Selon le professeur Odonel Pierre-Louis, membre de LADIREP et responsable du

programme GPN pour UEH, 12 pays sont rattachés à ce programme et sont devenus pour la plupart bénéficiaires des bourses de master, de doctorat et de post-doctorat. Il précise que deux bourses de master et une bourse de doctorat ont été déjà octroyées à des étudiant-e-s haïtien-ne-s. L'État allemand dispose d'une structure dénommée : DAAD qui finance des projets dont celui d'organiser cet atelier. Si le GPN était à ses débuts hésitant quant à son implémentation, il a fallu en discuter avec des collègues dont le directeur du laboratoire Jhon Picard Byron qui a accueilli l'initiative avec sérieux pour que la Coopération GPN/UEH puisse vraiment atterrir, affirme le professeur Pierre-Louis.

Participation, grammaire et épreuve

Pour sa part, le professeur Jean Waddimir Gustinvil a retracé le contexte dans lequel ce *workshop* a vu le jour. Il a inscrit son implication dans le GPN dans la continuité d'« un vaste projet de recherche sur la crise de la démocratisation qui s'étend sur une durée d'environ 5 ans ». Le professeur Gustinvil a regretté que des activités de production de connaissances de ce genre s'appuient

uniquement sur un financement externe.

Au travers de sa communication, le philosophe Jean Waddimir Gustinvil a posé cette question centrale : comment reprendre la main dans une histoire faite de violence de frère contre frère, de frère contre sœur, contre le nous haïtien et contre les autres dont on n'a pas toujours l'initiative ? De cette préoccupation, il s'est interrogé sur le sens de la participation chez nous haïtiens en tant que partenaires ou encore de véritables acteurs. Il a remis en cause nos conduites dans la coopération au développement. Si bien que l'acteur est toujours en devenir. Quelle catégorie d'acteurs risquons-nous d'être, s'est-il demandé ?

Plus loin, il a attiré l'attention sur les trois grands paradigmes de la démocratie qui sont actuellement en crise, à savoir : la délibération, la participation et le paradigme mixte. Dans notre cas, nous sommes confrontés à une de ces dimensions de la crise, à savoir la crise de la participation. Au fond, l'idée de participation présuppose que l'individu s'adonnant à une aventure peut modifier sa trajectoire. Pour qu'il y ait participation, il faut qu'il existe des acteurs (agents) capables de mener la lutte pour la transformation ou l'émancipation.

Pour Gustinvil, la participation haïtienne dans les projets de développement s'inscrit dans une histoire assez longue faite d'héritage, de dette et de promesse. À ce sujet, il se pose la question de savoir

comment se défaire du fardeau de la dette, des sédimentations historiques, des trahisons pour pouvoir participer ; qu'est ce qui fait que nos actions soient vouées à l'échec malgré tous nos efforts, interroge-t-il. En ce sens, il nous invite à repenser l'action politique en termes d'innovation car nous sommes dans un monde de sens. D'un autre côté, sa communication évoque le pessimisme épistémologique qui traverse les projets de coopération à partir du Sud Global qui semble vouloir dire que le Sud se défend de se voir situer par le Nord.

Asymétrie dans la constitution d'un partenariat pour le développement

Le professeur Lukinson Jean a rappelé que ces deux journées d'études ont une fonction exploratoire qui vise un projet beaucoup plus vaste. Elles s'articulent particulièrement autour de deux principaux objectifs, non seulement théoriques s'agissant de comprendre les processus participatifs et la façon dont les dispositifs de partenariat sont construits, mais également pratiques à partir de différentes réflexions qui seront produites en vue de voir comment on peut articuler le local-global avec de nouvelles formes de gouvernance.

Dans son intervention, le sociologue a analysé le projet « Urgence santé » de Carrefour-feuille sous l'angle d'une sociologie critique. À l'aide de cette démarche, il a questionné les pratiques de certaines ONG qui ne tiennent pas compte de la réalité des bénéficiaires dans leur intervention.

Ainsi, il a repris les propos de certains volontaires qui pensent que les interventions des ONG seraient plus efficaces s'il y avait des diagnostics au départ. Ce projet s'est révélé donc inefficace sur le terrain, compte tenu de l'approche « Top-Down ». Lukinson Jean a fait remarquer qu'il n'y a pas de continuité d'usage en ce qui concerne l'application mobile « Premier secours », laquelle a été au centre du projet. Une fois que le projet a pris fin, toute promotion de l'application a cessé. C'est ce que le sociologue appelle « Effet projet ». Il y a, selon lui, un rapport d'asymétrie entre la Croix Rouge Canadienne et la Croix Rouge Haïtienne qui n'a pas cherché à redéfinir les termes du projet : le dispositif n'a pas été négocié, pas plus qu'il n'y a eu d'étude d'acceptabilité à ce sujet.

Critique de la coopération Nord-Sud

Marie Frantz Joachim, l'ex-coordonnatrice et membre fondatrice de la SOFA, a affirmé que la coopération est très importante pour les organisations. Cependant, la militante féministe a exprimé ses inquiétudes en ce qui a trait aux interventions de certaines institutions internationales qui risquent de bloquer l'autonomie des institutions locales. Madame Joachim pense que la coopération Nord-Sud est un instrument politique pour le pays donateur. Selon elle, il n'y a pas lieu de parler de solidarité, car l'aide que les pays du Nord dirigent vers les pays du Sud s'inscrit dans une dynamique de renforcement de leurs propres intérêts politiques, économiques et culturels.

Plus loin, la défenseuse des droits de la femme a réitéré sa conviction que la coopération Nord-Sud se révèle autrement problématique dans certains cas, par exemple, lorsqu'elle décide de vos priorités, et vous impose des thématiques de recherche, et vous choisit vos alliés. Dans ces conditions, les organisations sont

contraintes d'embrasser la même rhétorique que leurs partenaires pour que ça aille de bon train. C'est en ce sens que Madame Joachin critique les concepts tels que cadre logique, efficacité, gestion de risques, plan de contingence, aide humanitaire, cohérence et coordination qui, selon elle, n'ont pas le même sens pour les

pays du Nord et ceux du Sud. De son point de vue, la coopération devra reposer sur le respect, l'intelligence et la valorisation des compétences. Elle encourage l'UEH et le LADIREP à négocier, autant dire à revoir les relations de partenariats Nord-Sud dans les projets de développement.

Le projet ICKL/LADIREP-UEH/SOFA « Étude des enjeux de pouvoir sous-jacents aux interactions entre les acteur-trice-s des partenariats dits de développement en Haïti »

ÉQUIPE DU PROJET :

Institutional Partners	Lead Investigators	Research Collaborators
LADIREP – UEH	Odonel Pierre-Louis, Dr/Prof.	Kepler Aurélien PhD, Jean Waddimir Gustinvil Dr/Prof, Mislors Dexai Dr/Prof., Lukinson Jean Dr/Prof., et Edelyn Dorismond Dr/Prof
ICKL	Marc-Arthur Fils-Aimé	Raoul Vital
SOFA	Marie- Frantz Joachim	Marie Bernadine Jeudy

« L'objectif de la recherche est d'étudier les enjeux de pouvoir impliqués dans les partenariats dits de développement, leurs principaux ressorts et proposer des pistes en vue de la responsabilisation des catégories sociales minorisées et vulnérabilisées par les inégalités socio-spatiales et de genre.

Les interventions d'organismes internationaux en Haïti datent de la fin des années 1940, dans l'immédiat après-guerre. Le projet-pilote de la Vallée de Marbial de l'UNESCO a été lancé de concert avec le gouvernement haïtien en décembre 1948. Il s'ensuivit d'autres projets dits de développement et la création d'une

kyrielle d'organismes d'États régionaux porteurs de la même visée : l'Organisme de Développement du Nord (ODN), l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA), l'Organisme de Développement du Nord-Ouest (ODNO), l'Organisation de Développement de la Plaine des Gonaïves (ODPG)... Il s'agit d'organismes créés pour la plupart sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Des ONGs haïtiennes et étrangères leur emboîtaient le pas principalement à partir des années 1980. 75 ans après, les conditions économiques, politiques et culturelles des

populations des zones rurales, prioritairement visées par ces projets, n'ont pas connu d'améliorations notables. De toute évidence, les inégalités sociales se sont accentuées. Il ne saurait en être autrement. Car, le développement offert à ces populations ne correspondait à aucune perspective endogène. Pensés par des experts qui avaient les yeux rivés sur les modèles de croissance des pays du Nord, les projets mis en œuvre ne répondaient ni aux besoins ni aux aspirations des populations locales. Ils étaient conçus avant tout pour imposer une vision du monde particulière (libérale et capitaliste) à ces populations considérées comme



sans culture, sans histoire ou ignorantes parce qu'analphabètes.

Il s'avère que la transformation des conditions de vie des populations implique de nouvelles formes d'interaction entre elles et les intervenants tant des ONGs que des pouvoirs publics et des organismes internationaux. L'Université d'État d'Haïti, via sa Maîtrise en Sciences du Développement (DSD) de la Faculté d'Ethnologie et d'autres programmes de formation en sciences sociales (sociologie et anthropologie), a formé dans une démarche verticale des experts appuyant ou menant des interventions dans les communautés locales. Il s'agit dans le cadre de ce projet de recherche de repenser conjointement avec les personnes intéressées les interactions entre les acteur-trice-s des communautés de base et les intervenant-e-s d'ONGs, d'organismes internationaux, d'autorités locales et d'organismes publics centraux. Ces interactions seront abordées du lieu d'un pays de la périphérie du système-monde (ou du capitalisme global), dans les entrecroisements des imaginaires locaux et

de celui du développement importé du centre. Dans cette perspective, nous nous proposons (1) d'étudier les représentations des membres de ces communautés de leurs conditions de vie et des potentielles transformations à y apporter ; (2) d'apprécier du point de vue des communautés les interventions des autorités locales, des représentants de l'État central, des ONGs et des organismes internationaux ; (3) de rendre compte de leur conception de la participation (en terme d'agentivité ou empowerment) dans une perspective de rapports sociaux de sexe ou de rapports sociaux de race entre les acteurs du Sud/Nord et Nord/Sud.

En somme, il s'agit, par l'étude des interactions, de saisir une nouvelle grammaire, celle des communautés locales, en contrepoint à l'ancienne grammaire développementiste (des organismes internationaux, du gouvernement central, des ONGs, et des autorités locales).

Ce projet vise à réaliser une étude « critique de la coopération au développement » remettant en cause

les relations asymétriques et à formuler des politiques de partenariat sur des bases égalitaires (ou de responsabilité partagée). Il tend à évaluer les impacts sur les conditions socioéconomiques des communautés des actions de développement. Le projet entend par conséquent montrer l'intérêt d'un partenariat (égalitaire) en partant de besoins exprimés par les communautés de base pour recommander des politiques, particulièrement dans le domaine de l'agriculture. Le projet s'inscrit dans une démarche de co-production de connaissances avec des acteurs/actrices des communautés locales. Nous entendons sortir de l'eurocentrisme qui caractérise les sciences sociales même dans un pays du Sud global, comme Haïti. Nous voulons remettre en cause les relations de pouvoir que sous-entend le statut d'experts dont les chercheurs/chercheuses en sciences sociales et les intervenants/es sont souvent revêtus/es ».

Extrait du formulaire du projet

Kepler Aurélien : postdoc GPN du laboratoire LADIREP, « Crises politiques et logique de pouvoir en Haïti : Gestion politique des enjeux économiques du cycle de crises post-1986 »

Les crises politiques post-duvaliéristes constituent le dernier des quatre cycles de crises de l'histoire d'Haïti et sont structurées autour de l'intégration de l'économie nationale dans la mondialisation néolibérale. Cet enjeu économique prit différentes formes : usage d'une main d'œuvre bon marché au profit d'entreprises de

sous-traitance multinationales, libéralisation du marché local par l'élimination des taxes à l'importation, privatisation des entreprises publiques, élimination des subventions de l'État, changements et tentatives de changement juridico-institutionnels favorables à l'extractivisme minier... Les mesures

juridiques adoptées en faveur de la libéralisation du marché et de l'installation des industries de sous-traitance à des moments donnés n'occultent pas pour autant l'incapacité de l'État haïtien à garantir de façon continue les infrastructures nécessaires et un climat sociopolitique

favorable à la reproduction en toute quiétude des capitaux étrangers.

Cette incapacité fragilise la stabilité du bloc au pouvoir dans ces différentes recompositions temporelles dominées tour à tour par trois régimes politiques qui se sont succédé au pouvoir durant la période post-1986 : le régime autoritariste néo-duvaliériste, le régime populiste-réformiste *Lavalas* et le régime mafieux du *PHTK*. En effet, la gestion politique des programmes d'investissement étranger élaborés par les institutions financières internationales constitue le socle sur lequel se déroule le combat pour la légitimité politique ; un combat dont l'orientation conditionne l'appui, le retrait ou l'hostilité des forces impérialistes vis-à-vis du bloc au pouvoir dans un pays de plus en plus dépendant.

L'analyse du cycle de crises post-1986 révèle également l'incapacité de l'État haïtien, entendu comme « condensation matérielle et spécifique d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes » (Nicos Poulantzas, 1981), à s'engager dans des initiatives d'intégration économique alternative qui permettraient de garantir l'accès massif aux infrastructures et services publics élémentaires. Cela écarte donc le bloc au pouvoir de toute perspective de construction de légitimité populaire. Il s'agit alors d'une double incapacité du bloc au pouvoir, avec les diverses reconfigurations de celui-ci dans le temps, à viabiliser l'une ou l'autre de ces deux options économiques

opposées pour fonder sa légitimité politique. La notion d'incapacité mobilisée ici se réfère à la fois aux contraintes politiques rencontrées et à la position de classe adoptée par le bloc au pouvoir. Comme le soutiennent Jérôme Ballet et François Régis Mahieu (2009), la capacité à opérer des choix dépend entre autres de l'identité (appartenances, intérêts stratégiques...) du sujet qui s'attribue des responsabilités. Il est donc question, dans le cas de l'État haïtien, d'une incapacité nourrie par le fait que les intérêts stratégiques défendus et la manière dont ils sont défendus ne favorisent pas la conquête suffisante de sympathies et d'engagements (de la part des forces sociales les plus actives dans les conjonctures de lutte de pouvoir) pour assurer sur la longue durée la stabilité de la configuration du bloc au pouvoir.

Cette double incapacité contribue à retarder le dépérissement des mécanismes d'accumulation d'une économie de rente de plus en plus insoutenable (Fritz A. Jean, 2013). En effet, l'absence d'une nouvelle logique économique évite l'accélération de la détérioration de l'économie de rente établie depuis plus de deux siècles. Si la rente agraire se révèle de plus en plus intenable, celle qui se réalise au travers de l'importation de biens de consommation, du change de devises et des prêts à des taux d'intérêts élevés continuent de dominer la logique d'accumulation de richesses en Haïti. La dominance de la logique d'accumulation de rente ne favorise aucun effet d'entraînement sur les secteurs productifs, créant ainsi une situation de chômage massif et une

tendance à la paupérisation des classes populaires et certaines fractions de la petite bourgeoisie. Ce constat montre combien les mesures économiques néolibérales, imposées par les institutions financières internationales, ayant théoriquement pour finalité de réduire l'influence des facteurs de rente, contribuent au contraire à les renforcer, comme le souligne André Corten (1989).

Parallèlement, les forces sociales qui revendiquent des intégrations économiques régionales fondées principalement sur le principe de l'autodétermination des peuples, la défense des intérêts stratégiques communs, l'autoprotection contre les différentes formes d'extractivisme et la libéralisation mondiale des marchés et qui défendent l'économie sociale et solidaire comme champ d'expérimentation concrète d'un projet de société basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, ne parviennent jusqu'ici à disposer des leviers politiques nécessaires pour concrétiser leur projet. Donc, face au dépérissement des mécanismes d'accumulation traditionnels, une nouvelle logique économique tarde à émerger. Cela contribue à une incapacité de l'État à répondre aux besoins sociaux les plus élémentaires du peuple haïtien et suscite donc une image triviale des luttes politiques et des forces politiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du bloc au pouvoir. Dans ces conditions, la construction d'une force hégémonique (Antonio Gramsci, 1978) devient impossible et cela est générateur de crises politiques.

Comme tout autre phénomène social, les crises politiques en Haïti sont multi-déterminées. Ainsi, leur origine ne saurait être réduite à la gestion politique des intérêts économiques en jeu. Tout un imaginaire de la toute-puissance du pouvoir hérité des expériences coloniales et esclavagistes (Franklin Midy, 2001) se révèle également déterminant dans les luttes de pouvoir qui nourrissent les crises politiques. Mais les multiples facteurs, dont la combinaison participe à la détermination de ces crises, n'ont pas tous le même niveau d'influence. Donc, il existe forcément une dominante au niveau de cette combinaison de facteurs. La gestion politique des enjeux économiques se révèle une piste majeure à explorer dans la recherche de la dominante du processus de multi-détermination des crises politiques en Haïti.

À partir de cette analyse des enjeux économiques, nous nous proposons d'étudier la logique de pouvoir sous-jacente au cycle de crises politiques post-1986 à travers les stratégies et tactiques mises en œuvre par les forces en présence dans le cadre du combat engagé pour la conquête, l'exercice et le maintien du pouvoir d'État.

Textes cités

Ballet J. et Mahieu F-R. (2009) « Capabilité et capacité dans le développement : repenser la question du sujet dans l'œuvre d'Amartya Sen » in *Revue Tiers Monde*, Paris, Armand Colin, Vol. 2, No 198, p. 303-316.

Corten, A. (1989) *L'État faible. Haïti et la République Dominicaine*, Montréal, CIDIHCA.

Gramsci, A. (1978) *Cahiers de prison. Tome 3: cahiers 10 à 13*, Paris, Gallimard « Bibliothèque de philosophie ».

Jean, F A. (2013) *Haïti, la fin d'une histoire économique*, Sainte Suzane (Haïti), Fritz A. Jean.

Midy, F. (2001) « Le pouvoir : volonté de puissance et d'humiliation » in *Chemins critiques*, La tentation de la tyrannie, Montréal, CIDIHCA, Vol.5, No 1, p. 75-104.

Poulantzas, N. (1981) *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Quadrige/Presses Universitaires de France, 2^e éd.

Kepler Aurélien est actuellement chercheur postdoctoral au laboratoire *Langages Discours et Représentations* (LADIREP) de l'Université d'État d'Haïti dans le cadre du *Réseau de partenariat mondial* (GPN en anglais). Sa recherche postdoctorale porte sur le cycle de crises politiques post-1986 et les luttes de pouvoir en Haïti, avec un accent particulier sur les enjeux économiques à l'œuvre dans les dynamiques politiques. Parallèlement à ses intérêts pour la recherche, il est engagé dans l'intervention sociale, notamment dans le domaine de l'éducation populaire.

Publications

AURÉLIEN K. (2023) *Le mouvement populaire haïtien post-1986. Appropriation des héritages de la théologie de la libération*, Paris, L'Harmattan, « Clinique et changement social », (à paraître).

AURELIEN K. (2021) « Propagande et légitimité politique en Haïti », *Cahiers de psychologie politique* (38). <https://cpp.numerev.com/articles/revue-38/1688-propagande-et-legitimite-politique-en-haiti>

AURÉLIEN, K. (2020) « Appropriation héroïsante des martyrs de la théologie de la libération en Haïti », *Cahiers de psychologie politique* (37). <https://cpp.numerev.com/articles/revue-37/1554-appropriation-heroisante-des-martyrs-de-la-theologie-de-la-liberation-en-haiti>

AURÉLIEN, K. (2017) « Dynamiques organisationnelles et institutionnelles en Haïti : La dominance d'un bricolage continu et autoreproducteur », Publication de l'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL), http://icklhaiti.org/IMG/pdf/Dynamiques_organisationnelles_et_institutionnelles_en_Haiti_Version_site_web.pdf

Youla Jérémie Dolin, boursière de Master du GPN, « La figure du maître dans *Thémistocle-Epaminondas Labasterre* de Frédéric Marcelin et dans *Émile* de Jean-Jacques Rousseau » bourse de Master du GPN

Dans *Thémistocle-Epaminondas Labasterre*, Hodlin, l'enseignant guidait son élève et partageait avec lui sa philosophie du contentement qui va au-delà de toute science. Il le reçoit chez lui. Il lui transmet non seulement la connaissance, mais encore une partie de lui-même. Il veut lui apprendre à atteindre le but ultime de la vie : être heureux. Il considérait son élève sous un angle holistique et lui témoignait de l'affection de manière patente. Seul un enseignant amoureux du métier peut réussir un tel exploit, puisque l'amour de la profession induit à l'amour des bénéficiaires. De

toute évidence, le bien-être et la réussite de son élève lui tenaient à cœur.

Dans le cas de Rousseau, le portrait du maître proposé s'avère une gageure. Il faudrait inventer Émile, mais surtout inventer le gouverneur d'Émile seulement pour lui. Ces deux vies se voudraient inextricables. Il faudrait à chaque élève vouer la vie d'un gouverneur unique. De plus, ce maître ferait de son élève son ombre. Ces deux êtres irréprochables semblent introuvables.

Ce maître paraît ignorant à l'instar du maître ignorant de Rancière. Mais encore, il n'a rien à enseigner à l'élève. La médiation du livre est bannie, contrairement à Alain et à Rancière qui proposent le livre comme principal instrument. Pour Rousseau, toute connaissance doit être naturelle et se faire naturellement.

Cependant, le maître de Rousseau retiendra longtemps notre attention, car il encourage à cultiver des vertus faisant horriblement défaut aujourd'hui, comme l'amour, l'empathie et la résilience.

Youla J. Dolin est une ancienne élève du Département de Philosophie de l'École Normale Supérieure de Port-au-Prince. Elle a travaillé pour le Centre de Recherche et d'Action pour le Développement (CRAD). Elle a également travaillé comme professeure de français à Berlitz (Manhattan, États-Unis) où elle a suivi un cours de pédagogie, et comme interprète (anglais - créole d'Haïti) à *Pacific Interpreters - Language Line Solutions*, une firme de traduction internationale en Californie, États-Unis. Bibliothécaire à l'ENS, elle y enseigne le français et poursuit ses études en Master de Littérature grâce à une bourse de Master du GPN.

Nouvelles/nouveaux doctorantes/doctorants du laboratoire LADIREP

Ketleine Charles, « Participation politique des femmes en Haïti : la formation d'un discours dans la période post 86 » (sous la direction de Jhon Picard Byron, LADIREP-UEH, et de Sylvie Lacombe, Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval)

Le projet de thèse de Doctorat de Ketleine Charles se propose d'étudier le discours sur la participation politique des femmes en Haïti après la chute des Duvalier (1986). Il s'agit d'établir le rôle central qu'a joué la période post 86 dans l'émergence du discours féministe haïtien et la reconnaissance du droit à la participation politique des femmes.

Ce projet s'inscrit dans une démarche critique du système patriarcal constituant un obstacle à la participation politique des femmes et soutient que la démocratie réelle nécessite que les questions de l'égalité entre les hommes et les femmes soient posées comme un préalable politique. En ce sens, cette approche cherche à circonscrire le discours sur

les droits politiques des femmes haïtiennes comme un facteur de transformation sociale et de justice équitable.

Cette démarche vise à mobiliser des courants de pensées sur la participation politique des femmes et dresser un parcours théorique des idées féministes relatives aux droits

politiques de cette catégorie en se basant sur la généalogie et le processus de construction de ce discours. À cet effet, les diverses étapes de la trajectoire du discours social sur les droits des femmes et d'autres idées contemporaines seront identifiées. La deuxième partie fera place à une analyse du contenu de ce discours en soulignant son processus d'appropriation. Il sera nécessaire de comprendre la représentation sociale qui en est faite afin de dégager le processus d'appropriation à travers une approche socioculturelle tout en identifiant les changements de perception et de mentalités que ce discours entend engendrer. En

dernier lieu, à partir d'une approche critique et dynamique, des controverses découlant de l'appropriation d'un tel discours au regard des femmes sur la globalisation seront analysées.

En outre, ce travail doit aider à :

- Dégager la généalogie, le développement et l'appropriation du discours sur les droits des femmes dans le contexte haïtien ;
- Décortiquer le discours militant prôné par les organisations de femmes et de féministes, y compris sa légitimité à la lumière des théories du discours social et

des outils méthodologiques des sciences sociales ;

- Proposer une nouvelle lecture critique des textes officiels sur la promotion des droits des femmes et la récupération qui en est faite par rapport à la globalisation quant aux enjeux relatifs à la participation politique des femmes, comme discours d'accompagnement ; et
- Dégager l'enjeu de ce discours comme facteur de transformation sociale, de justice équitable et de démocratie participative.

Ketleine Charles enseigne à l'Université d'État d'Haïti et a une longue expérience de travail sur les questions relatives à la problématique de genre et l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans les politiques publiques. Ses écrits sur la représentation des Femmes dans le corps professoral haïtien, dans la gouvernance de l'Université et sur les pratiques de quota en Haïti constituent non seulement un plaidoyer pour la promotion des femmes dans les études supérieures et la recherche, mais également dans la gouvernance politique.

Elle a travaillé pendant 13 ans au Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes où elle a été Directrice de Coordination des Bureaux Départementaux et cheffe du cabinet de la Ministre, après avoir occupé les postes d'Assistante-Directrice de la Prise en Compte de l'Analyse selon le Genre puis Coordinatrice Nationale des Maisons des Femmes. À ces différents titres, elle a participé à de nombreuses initiatives visant à promouvoir une culture égalitaire comme facteur de vivre ensemble, d'harmonie sociale et de démocratie participative.

Lauréate du concours de bourse Anténor Firmin 2022-2025 (Ambassade de France, BRH et AUF), Ketleine Charles est en cotutelle de thèse à l'Université d'État d'Haïti et à l'Université Laval sous la direction de Jhon Picard Byron, LADIREP-UEH, et de Sylvie Lacombe, Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval.

Marie Estella Joseph, « Le travail policier en Haïti entre la brutalité extrême et la passivité excessive » (sous la direction de Paul Antoine Bien-aimé, LADIREP-UEH, et de Fabien Jobard, CESDIP/CNRS-UVSQ/Paris Saclay)

Aujourd'hui, le problème majeur du citoyen haïtien est en relation à sa sécurité. Pourtant, selon Max Weber, l'État détient le monopole du pouvoir légitime d'assurer la paix et la

protection de sa population. À cet effet, il dispose et utilise son bras armé qui n'est autre que sa force publique pour assurer l'ordre dans la Cité. Cette part d'autorité confiée à sa

force de police communément appelée force de l'ordre permet aux agents de prévenir et de réprimer toutes conduites portant atteinte à la sécurité des vies et des biens.

Comment comprendre l'indifférence de la Police nationale d'Haïti face aux besoins urgents de protection des citoyens quand ces derniers lui font un appel à l'aide ? Habituellement, l'institution s'excuse en attribuant cette passivité à l'indisponibilité de matériels et équipements, voire de formations adéquates pour mener une intervention en toute efficacité.

Parallèlement, comment comprendre la propension de cette même police à déployer rapidement des troupes et matériels adéquats sur le terrain quand

ces mêmes citoyens revendiquent leurs droits ? Habituellement, c'est avec un zèle non contenu que les policiers usent de leur force répressive en passant de la brutalité au meurtre. Inconfortables, les porte-paroles de l'institution rappellent toujours l'existence d'un service prêt à recevoir les plaintes des victimes.

C'est ce paradoxe dans les pratiques policières qui nous interpelle.

Nous rappelons que les Forces armées d'Haïti (FADH) ont été

démantelées en 1994, pour être remplacées par la Police nationale d'Haïti (PNH) comme la seule force de sécurité. Les militaires ont été accusés d'exactions répétées. Par contre, ils n'ont pas été incriminés pour des attitudes passives face à un réel danger de la population. Exploratoire, cette thèse tentera de découvrir les motifs des pratiques, suraction / inaction, repérées dans le travail policier haïtien dont la mission est de garantir l'ordre public.

Marie Estella Joseph enseigne la psychologie, la psychologie sociale et la méthodologie dans des universités privées d'Haïti. Elle participe à des évaluations scientifiques à l'échelle nationale aux titres de Consultante ou de coordonnatrice de terrain dans des firmes internationales. Ses études en psychologie et psychologie sociale sur la police haïtienne à la Faculté d'Ethnologie et celles en gestion de projet ont facilité non seulement ses engagements professionnels mais aussi la poursuite de ses études au niveau du troisième cycle. Une des lauréates du concours de bourse Anténor Firmin 2022-2025 (Ambassade de France, BRH et AUF), Marie Estella Joseph est en cotutelle de thèse à l'Université d'État d'Haïti et à l'Université Versailles Saint Quentin - Paris Saclay sous la direction de Paul Antoine Bien-aimé et de Fabien Jobard. Elle est rattachée au laboratoire **L**Angages **D**iscours **R**éprésentations (LADIREP/UEH) et au Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (CESDIP/CNRS-UVSQ/Paris-Saclay).

Emmanuel Milord, « Genèse et évolution de l'administration publique en Haïti : mécanismes d'intermédiation et de maturation politique (1803-1860) » (sous la direction de Jean Alix René, LADIREP-UEH et Carlo Avierl Célius, IMAF-CNRS

Le projet de thèse de Milord s'intitule « Genèse et évolution de l'administration publique en Haïti : mécanismes d'intermédiation et de maturation politique (1803-1860) ». Il s'agit d'une étude qui consiste à saisir, à partir des papiers et outils disponibles générés par les différents organes et agents de l'État, le fait administratif haïtien et son mode d'évolution au cours de la première moitié du XIXe siècle. Le Thésard se propose de parcourir le premier demi-siècle d'administration étatique en Haïti, à travers les mécanismes

d'intermédiation et de maturation politique, c'est-à-dire les combinaisons d'éléments organisationnels produisant des effets sur les usagers du service public et assurant la pérennité et la légitimité de la puissance étatique. Comment une population composée d'Africains transplantés en Amérique et de Créoles noirs et de couleur fraîchement libérés d'un régime colonial et esclavagiste abrutissant arrive, après s'être débarrassée de ses bourreaux, à mettre en place une administration publique apte à

répondre à de nombreux défis du monde moderne, dans un environnement atlantique hostile à son existence ? Des documents primaires des Archives nationales d'Haïti, de National Archives (Londres), des Archives diplomatiques françaises et de divers fonds aux Etats-Unis, permettront au Chercheur de percer une frange des mystères de l'administration publique haïtienne qui jusqu'à ce jour est encore non honoré de la plume de l'historien.



Emmanuel Milord enseigne à l'Université d'État d'Haïti les cours d'histoire économique et sociale et d'histoire de la Caraïbe, respectivement à l'École normale supérieure (ENS) et à la Faculté des Sciences humaines (FASCH). Rattaché aux laboratoires du LADIREP de l'UEH (Port-au-Prince) et de l'Institut des Mondes africains (IMAF) de l'École des hautes Études en Sciences sociales (EHESS/Paris), il est actuellement en deuxième année de doctorat en histoire de l'administration publique, sous la direction de Jean Alix René et de Carlo Avierl Célius. Son mémoire de maîtrise en histoire réalisé à l'ENS est porté sur le pouvoir étatique et la question économique en Haïti au cours de l'expérience gouvernementale de Dessalines (1804-1806). Il est aussi membre du Corps d'Administrateurs civils d'État (CACE). Après sa formation à l'École nationale d'Administration et de Politiques publiques (ENAPP), il est devenu conseiller technique à la Primature, affecté à la Commission nationale des Marchés publics (CNMP). Son domaine de professionnalisation s'inscrit dans le double champ de la recherche scientifique et de la gouvernance publique.

Travaux réalisés

Emmanuel Milord, Jéhufendy Joseph et al. « Droits de l'Homme en Haïti : bilan de 1986 à nos jours », Rapport de recherche, ENAPP/Primature, novembre 2019.

Emmanuel Milord, « Le pouvoir étatique et la question économique en Haïti de 1804 à 1806 », mémoire de Master 2, Université d'Etat d'Haïti, janvier 2017.

Emmanuel Milord, « Étude sur le rôle de l'État dans la question économique (1804-1806) », mémoire de licence, Université d'Etat d'Haïti, juillet 2015.

Emmanuel Milord, « Observation du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle face aux défis du secteur éducatif : organisation et livraison du service public », Rapport de stage, ENAPP/Primature, Haïti, 2018.

Emmanuel Milord, « L'axe social de l'idéal dessalinien : pour de nouvelles relations sociales entre les haïtiens », Conférence présentée à la Direction Nationale du Livre, Port-au-Prince, septembre 2020. Article inédit.

Quinzaine de la francophonie : compte-rendu d'une des conférences du laboratoire LADIREP

Shakespeare Emile, Étudiant en philosophie de l'ENS de Port-au-Prince

Comme en 2022, cette année, LADIREP a eu une forte implication dans la quinzaine de la francophonie. Huit sur dix conférences du calendrier de l'UEH ont été proposées par des membres du laboratoire. Finalement, six conférences ont été prononcées par nos membres comme c'était le cas en 2022. Pour la quinzaine de la francophonie de 2024, nous envisageons, entre autres activités, la publication d'un ouvrage collectif réunissant l'ensemble des 12 communications des quinzaines précédentes. D'ici-là, nous vous proposons dans le bulletin ce compte-rendu d'une des conférences, celle de Jean Waddimir Gustinvil.

La conférence de Jean Waddimir Gustinvil, Enseignant-chercheur à l'université d'État d'Haïti, actuel directeur adjoint du laboratoire LADIREP, auteur de *La révolution servile Haïtienne et l'énigme du retour*, a inauguré, ce lundi 10 mars 2023, la série de conférences des festivités de

la Quinzaine de la francophonie en Haïti. Sa communication intitulée « Les héritages de Français et du Créole : entre l'assignation à l'identité linguistique et la menace de la répétition du travers de la scène coloniale. Une lecture décoloniale de la tempête de Césaire. »

Dans cette communication qui se situe dans la continuité de ses travaux, le professeur a voulu attirer notre attention sur la difficulté que connaissent les sociétés post-esclavagistes à construire du « commun ». Cela s'explique entre autres par le fait que ces sociétés

créoles sont traversées par plusieurs mémoires où les patrimoines linguistiques et culturels qui se sont constitués dans des conditions de souffrance, cette situation de créolisation participe à la structuration des identités des individus qui composent ces sociétés. Ainsi, une telle situation, selon le philosophe, rend précaire toute tentative pour penser une communauté politique. Parce que, la communauté politique qui est une communauté de patrimoine doit être en mesure d'envisager l'avenir tout en respectant le pacte qui est à la base de cette communauté de patrimoine que l'auteur appelle « pacte de patrimonialisation ». Cette communauté doit être en lutte constante contre les « fantômes » du passé capables de provoquer la perversion de l'esprit du commun. Tel est le défi auquel les sociétés post-esclavagistes doivent faire face pour éviter de tomber dans ce piège au moment de commémorer les héritages de la francophonie en Haïti...

Ce piège peut se résumer à travers cette question directrice de sa communication : comment éviter une tempête avant la tempête dans une histoire de langue et de culture fait de domination et d'incompréhension ? L'auteur prend pour fil conducteur *Une tempête* de Césaire, qui est une réécriture de *La tempête* de Shakespeare.

Pour répondre à cette question, le philosophe a divisé son intervention en deux grandes parties. Dans un premier temps, il pose la nécessité de

penser une philosophie haïtienne ou caraïbéenne qui doit être doublement singulière par rapport à la philosophie occidentale, dans son contenu et sa méthode. Dans un second temps, il enchaîne avec une analyse du texte de Césaire précité.

De prime abord, selon le conférencier la « philosophie haïtienne » doit éviter de verser dans une quête de l'« absolu » et de l'« universel », laquelle ne prend pas en considération d'autres catégories de savoir. Cette philosophie haïtienne ne saurait être une « pratique isolée », c'est-à-dire une philosophie qui se trouve dans un enfermement, sans aucun dialogue avec les autres disciplines. C'est une philosophie plutôt penchée plus vers l'interdisciplinarité et l'intertextualité, comme le disait le philosophe. Par rapport à la complexité du lieu de déploiement de cette philosophie, un lieu de rencontre et de tension, cette philosophie se doit de dialoguer avec les autres disciplines afin de cerner la complexité de ce lieu qu'est la Caraïbe et surtout de ne pas reproduire ce qu'elle critique, c'est-à-dire l'exclusion, la subalternisation et l'effacement de l'autre. L'interdisciplinarité, l'ouverture fait partie des caractéristiques majeures de cette philosophie caribéenne à venir mais qui se dessine hors de tout champ spécifique propre de la philosophie, comme l'a souligné Henry Paget (Paget 2000).

Après avoir souligné pourquoi il est important de penser une philosophie haïtienne, il a enchaîné avec l'analyse du texte de Césaire qui constitue la deuxième partie de son exposé. *Une*

tempête de Césaire est une réécriture de *La tempête* de Shakespeare. Il a souligné l'importance de la réécriture dans la littérature francophone qui se développe dans les sociétés post-esclavagistes, à cause de la jeunesse de ces sociétés, pour reprendre la thèse développée par Lise Cauvin dans ses travaux sur les littératures francophones (Lise Gauvin 2006 & 2013). Le philosophe a pris le soin de souligner les différentes modifications que Césaire a apportées dans son travail de réécriture de cette œuvre de Shakespeare. Si pour Shakespeare, Prospero symbolisait la raison, l'intelligence, la raison occidentale, ce n'est pas le cas avec Césaire. Pour ce dernier, a-t-il souligné, Prospero possède une supériorité matérielle et non intellectuelle. Caliban, un autre personnage de l'œuvre, chez Shakespeare, c'est un demi-monstre, plus proche du poisson que de l'homme, un cannibale ; chez Césaire, Caliban est un nègre, un humain normal, doté de la capacité de réfléchir à travers la maîtrise du langage (langue) qu'il partage avec son maître : l'un des points de différence entre Caliban et Prospero est l'épiderme, en plus de leur rapport au savoir et au langage. Pour le premier, Caliban, tout doit être mis au service de l'équilibre de la nature et pour le second, c'est l'inverse. Tout ce rapport au « savoir », au « langage », à la « spiritualité » n'aurait qu'un but : la domination absolue de l'homme sur l'homme et de l'ensemble du monde vivant. Finalement, plutôt que de conclure, le professeur a laissé la place aux questions en raison du retard enregistré dans le planning.



Rapport de séjour postdoctoral de Jerry Michel

Ce texte constitue le rapport de mon séjour postdoctoral à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis au cours de l'année académique 2021-2022. Ma recherche consistait à analyser les lieux, les temps, les formes, les stratégies, les usages et les enjeux des traces de l'esclavage dans plusieurs sociétés postcoloniales. Il s'agissait de comparer les actions, les réalisations et les perspectives du processus de mise en mémoire, de patrimonialisation et de muséification actuelle des traces du passé colonial esclavagiste dans plusieurs sociétés contemporaines. J'ai cherché à savoir comment, plus largement, la patrimonialisation des éléments matériels et immatériels liés à l'histoire de l'esclavage et de la traite transatlantique et leur transformation en « lieux de mémoire » permettent une réinterprétation du passé colonial dans plusieurs pays. Cette recherche s'intègre dans les questionnements propres à l'axe 3 du laboratoire Langues, Discours et Représentations (LADIREP) de l'Université d'État d'Haïti parce qu'elle a permis d'étudier le processus de construction, de requalification et de disqualification des cultures, des identités, des mémoires et des patrimoines.

J'ai éprouvé d'énormes difficultés, en tant que chercheur Haïtien qui mène une recherche postdoctorale visant à étudier les empreintes de l'esclavage

dans les pratiques patrimoniales et mémorielles, à finaliser mes travaux car la société haïtienne s'enfonce dangereusement dans une crise sociale, politique et économique ; particulièrement, en vue de la situation sécuritaire qui est devenue totalement incontrôlable dans le pays. C'est principalement pour cette raison que l'obtention de la bourse postdoctorale de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis me semblait constituer un élément primordial à la poursuite de mes recherches entravées par la situation chaotique d'Haïti. En obtenant ce stage postdoctoral, j'ai eu le privilège de pouvoir séjourner en France, pendant l'année 2022. Ainsi, j'ai eu le privilège de pouvoir bénéficier de l'appui matériel et relationnel du laboratoire LAVUE UMR 7218 CNRS. En effet, j'ai eu la chance de travailler dans les locaux de l'UMR LAVUE 7218 CNRS et dans plusieurs bibliothèques et centres de documentations en région parisienne, particulièrement la bibliothèque de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis. En effet, la richesse des ressources documentaires et électroniques disponibles dans les bibliothèques et les centres d'archives en France m'a permis de bien asseoir les fondations de ma recherche.

En outre, la bourse postdoctorale m'a permis d'avoir le temps nécessaire pour préparer le concours pour la

qualification au titre de Maître de Conférence dans les Universités en France. Et, j'ai obtenu, après délibération du CNU, le titre de Maître de Conférence à l'Université en France. Tout comme elle m'a permis de poursuivre la réécriture de ma thèse de doctorat en vue de sa publication sous forme d'ouvrage. Elle m'a également permis de participer à des séances de formation à la recherche et par la recherche, de participer à des activités de recherche, d'exposition muséale ou de développement de la recherche, au sein de plusieurs institutions en France, particulièrement à la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) et à la Fondation Mémoire de l'esclavage, et à l'international.

Durant le stage postdoctoral, j'ai pu finaliser deux articles scientifiques fondamentaux dans la concrétisation des objectifs du contrat postdoctoral. Le premier article analyse comment les traces du passé permettent de saisir la diversité des expériences historiques liées aux formes de domination de l'histoire coloniale dans plusieurs sociétés postcoloniales. J'ai fait ressortir comment dans ces sociétés que la traite transatlantique et l'esclavage colonial ont grandement affectées les pratiques culturelles hétérogènes, les enjeux sociaux, culturels et politiques liés aux choix de mémoire favorisent néanmoins des

appropriations de l'histoire qui sont constitutives des représentations identitaires consensuelles et contradictoires. Dans le second article scientifique, j'ai cherché à comprendre comment le patrimoine dans le contexte postcolonial permet d'approfondir la manière dont les pratiques officielles et les discours de récupération, les politiques du patrimoine et la (non)reconnaissance de la perte du patrimoine, sont construits dans plusieurs sociétés postcoloniales. Le souvenir de la mémoire de l'esclavage est, par conséquent, basé sur des représentations, les sites historiques deviennent des patrimoines porteurs de sens à transmettre.

En outre, j'ai pu présenter plusieurs communications à des événements scientifiques internationaux. En effet, j'ai présenté, le 16 mars 2022, une conférence autour du thème « Le financement de la culture en Haïti : Éléments d'analyse de la politique de l'État », dans le cadre du partenariat entre l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Université d'État d'Haïti (UEH) à l'occasion de la quinzaine de la francophonie en Haïti. Puis, du 19 au 21 avril 2022, j'ai séjourné au Cameroun en vue de ma participation en tant que conférencier à la conférence internationale sur « L'Esclavage en Afrique et ses héritages » à l'Université de Yaoundé 1. Ma communication a étudié différentes formes de mémoires de l'esclavage en Haïti, soit sous formes de traces ou de sédimentation, d'appropriation, de légitimation, de mutation, de conflit, de complicité ou

de différend. Il a été question de présenter particulièrement une partie des résultats de ma thèse sur les différentes formes d'appropriation exclusive /inclusive de ces mémoires de l'esclavage dans le jeu des acteurs sur la scène publique dans la société haïtienne. Il s'agissait de décrire ses formes d'instrumentalisation de ses mémoires dans les luttes de pouvoir et les dynamiques de groupes. Dépister les différentes formes de représentation des conflits de mémoires et leur incidence sur les logiques spatiales / ou urbaines, voire sur le mode de découpage de l'espace dans la société haïtienne. L'un des enjeux de ces formes d'appropriation est le risque de survisibilisation ou d'invisibilisation de certaines mémoires ou de certaines luttes passées dans la construction des identifications et des identités culturelles et politiques. Cela n'est pas sans incidence sur les modes de narrations nationales, collectives ou individuelles.

Ensuite, du 7 au 8 novembre 2022, j'ai été invité à présenter une communication au colloque international « La recherche sur l'esclavage dans le monde : un état des lieux » organisé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et la Fondation pour la mémoire de l'esclavage (FME), à Dakar au Sénégal. Ma communication intitulée « Stigmates de l'esclavage et de la colonialité dans les relations sociales en Haïti » a ainsi permis de comprendre l'influence présente et passée de la colonialité dans la construction et la mobilisation de différentes représentations sociales en

Haïti. Il s'agissait ainsi de faire ressortir comment les récits, discours et représentations de l'expérience plantationnaire jouent encore, de ce point de vue, un rôle décisif dans l'évolution des conflits mémoriels, politiques, sociaux, culturels ou identitaires en Haïti. En effet, dans cette société post-esclavagiste, le recours au passé colonial n'est pas sans effets sur le présent. Donc, discuter de la reviviscence éventuelle de la mémoire de l'esclavage dans la société haïtienne permet de réfléchir aux enjeux, limites et nouveaux liens entre identité, culture, art, patrimoine et mémoire collective.

Enfin, du 5 au 7 Octobre 2022, j'ai présenté avec deux autres collègues haïtiens une communication à la conférence internationale « Bearing Witness, Seeking Justice : Videography in the Hands of the People », au Massachusetts Institute of Technology MIT, Cambridge Massachusetts, aux États-Unis d'Amérique. Notre communication, intitulée « Digital interfaces (videography's and photographs) as expressions of a citizen's will in the South : the examples of the denunciation of corruption and sexual violence in Haiti », a fait ressortir comment l'Internet et les réseaux sociaux sont devenus pour plusieurs citoyen-ne-s politiquement engagé-e-s le miroir de la liberté d'expression et d'action politique en Haïti. En effet, depuis quelques années, la vidéographie et la photographie ont acquis une légitimité nouvelle dans le paysage médiatique haïtien à travers la valorisation d'une rhétorique intentionnelle qui permet de dénoncer



quelque chose. Ainsi, notre communication a étudié la vidéographie et la photographie comme stratégies de luttes non seulement des activistes haïtiens engagés dans la lutte pour la reddition de comptes en Haïti dans le cadre du mouvement PetroCaribe challenge, mais aussi la capacité de mobilisation des femmes haïtiennes à s'approprier l'hashtag #MeToo dans le cadre des luttes contre les violences faites aux femmes. Ce travail se veut une étude comparative des formes dynamiques (émergentes) des interfaces numériques dans le champ politique,

formes qui, jusqu'à présent, occupent peu de place, à bien des égards, tant dans la recherche sociale et organisationnelle que dans les études en sciences humaines et sociales en Haïti.

Finally, ce séjour postdoctoral m'a permis de rencontrer différents chercheurs œuvrant dans des domaines proches de mes intérêts de recherche. Ces rencontres m'ont d'ailleurs permis de découvrir de nouveaux collègues et collaborateurs avec lesquels je compte nouer des

liens plus étroits au cours des prochaines années.

Je veux terminer ce rapport en remerciant les responsables et les membres de l'UMR LAVUE 7218 CRNS, particulièrement les membres du Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH) et de l'axe 3 « Héritages et Innovations dans la construction des territoires », ainsi que les membres du LADIREP, les responsables du Rectorat de l'UEH et de la Faculté d'Ethnologie (FE), pour leur confiance et leur intérêt pour mes travaux de recherche.

Jerry MICHEL qualifié au titre de maître de conférences par le Conseil National des Universités (CNU) en France, est membre du LAVUE UMR 7218 CNRS. Enseignant-chercheur à l'Université d'État d'Haïti (UEH), il est le responsable de l'Axe 3 du Laboratoire LADIREP de l'Université d'État d'Haïti (UEH). Détenteur d'un doctorat en sociologie en cotutelle à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis et à l'Université d'État d'Haïti, il est membre de plusieurs comités éditoriaux de revues internationales. Il est membre de plusieurs groupes de recherche internationaux sur les transformations des lieux de mémoire, des politiques publiques et des pratiques culturelles. Ses travaux de recherche se situent dans les champs de la sociologie de la mémoire collective, du patrimoine, de la culture, des politiques publiques ainsi que des Cultural Studies, Memory Studies, Postcolonial Studies et Décolonialité du pouvoir et des savoirs.

Assemblée générale de LADIREP du 16 décembre 2022 : Formalisation et lancement d'une grande réforme structurelle du laboratoire

L'Assemblée générale a marqué un tournant important dans la vie du laboratoire. L'élection du Conseil Exécutif qu'on avait rapportée à plusieurs reprises s'est tenue en fin de compte. Des dispositifs ont été mis en place afin d'assurer définitivement l'alternance aux seins de notre unité de recherche.

C'est une AG qui nous a permis d'initier et de formaliser une grande réforme structurelle du laboratoire

LADIREP. Le nouveau Conseil de laboratoire compte énormément sur l'appui du Conseil Exécutif de l'UEH pour la mettre en application.

Sous la recommandation du CE, l'AG a décidé « de limiter les tâches administratives et techniques de la fonction de directeur [du laboratoire] en instituant deux postes :

- Le/la coordonnateur/coordonnatrice scientifique
- Le/la gestionnaire.

Cela permettra de réduire la position de directeur du laboratoire à une fonction politique et stratégique, sachant que, comme tous les collègues du laboratoire, d'autres responsabilités qui lui incombent du

fait de son statut d'enseignant-chercheur.

L'autre intérêt d'une telle disposition serait de favoriser l'alternance en encourageant d'autres membres du laboratoire à vouloir assumer la fonction de direction du laboratoire qui devrait être « une position tournante » (Réf. : PV AG 16/12/2022).

Pour renforcer davantage le principe d'alternance dans le fonctionnement interne du laboratoire, l'AG a pris deux autres dispositions à l'instigation de l'Exécutif sortant :

- « La création du poste de directeur/directrice adjoint/e qui sera désigné/e par suffrage direct de l'Assemblée Générale avec le pouvoir de succéder au directeur ;
- La limitation du poste de directeur à un mandat non immédiatement renouvelable » (Réf. : PV AG 16/12/2022).

L'adoption de ces dispositions a conduit l'AG à amender les statuts du laboratoire afin de formaliser ce qui constitue pratiquement une grande réforme structurelle (Voir en encadré la résolution d'amendements des statuts du laboratoire LADIREP votée à l'unanimité des membres présent/es).

L'autre point fort de cette AG a été l'élection du Comité Exécutif. Le Nouveau Comité est ainsi composé :

- Prof./Dr Jhon Picard Byron (Directeur jusqu'au 16 décembre 2023) ;
- Prof./Dr Jean Waddimir Gustinvil, Directeur Adjoint du laboratoire LADIREP ;
- Prof./Dr. Mislor Dexai, Secrétaire Exécutif du laboratoire
- Prof./Dr Lukinson Jean, responsable de l'Axe 1
- Prof./Dr Edelyn Dorismond, responsable de l'Axe 2
- Prof./Dr Jerry Michel, responsable de l'Axe 3
- Marie-Claire Christine Reid, représentante des doctorant/es (désignée quelques jours après la tenue de l'AG par ses pairs).

Les dispositions prises à l'occasion de l'Assemblée Générale du 16 décembre 2022 s'inscrivent dans le cadre de toute une démarche de renforcement structurel du laboratoire lancée depuis l'été 2022. En effet, la mission du laboratoire dans le Nord, du 19 au 25 juillet 2022, dont l'objectif principal a été de réviser le dossier scientifique du laboratoire et de lui donner une plus grande visibilité dans l'espace universitaire et dans la société civile du grand Nord, a offert l'occasion d'évaluer le fonctionnement du laboratoire et d'envisager ces réformes. Le cadre formel de ces réformes a été défini avec l'amendement des statuts du laboratoire. Cependant, leur mise en

application dépend largement de l'appui du Rectorat, en l'occurrence du Conseil Exécutif de l'Université d'État d'Haïti. C'est pourquoi, « pour anticiper la mise en place de ces réformes qui sont de l'ordre du renforcement structurel, le Conseil de laboratoire [sortant] a rencontré le Recteur Fritz Deshommes et le vice-recteur à la recherche Jacques Blaise.

À l'agenda de cette rencontre, les points suivants :

- Renforcement structurel du laboratoire LADIREP (Personnel et espaces de travail)
- École doctorale et laboratoire de recherche (articulation et missions) ;
- Dossier du laboratoire de catégorie 2 de l'UNESCO.

Le Conseil du laboratoire a eu l'accord de principe des deux dirigeants de l'Université » (Réf. : PV AG 16/12/2022).

À la suite de l'Assemblée Générale, le nouveau Conseil de laboratoire a soumis à l'attention du Conseil Exécutif un mémorandum. D'autres rencontres seront envisagées, en particulier sur modalités de reconnaissance explicite des activités de recherche des membres du laboratoire LADIREP.

Amendement des statuts du laboratoire LADIREP

Résolution

Considérant qu'il est nécessaire d'instaurer au sein du laboratoire une modalité d'alternance qui n'affecte pas sa continuité fonctionnelle et administrative,

Considérant qu'il est nécessaire de dynamiser et de renforcer les structures du Laboratoire,

Considérant la nécessité de créer un pôle administratif et un pôle technique en vue d'une meilleure administration et de gestion des activités de recherche,

Considérant la nécessité de créer le poste de directeur adjoint/directrice adjointe qui sera élu.e par suffrage direct de l'AG,

L'Assemblée Générale du laboratoire LADIREP adopte à l'unanimité la résolution suivante :

- Le poste de directeur adjoint/directrice adjointe est créé.
- Les postes de coordonnateur/coordonnatrice scientifique et de gestionnaire sont créés.
- Les alinéas ci-dessous mentionnés de l'article 5 et l'article 6 se lisent désormais comme suit :

Article 5 – Le Conseil de laboratoire

5.1 Le Conseil de laboratoire est présidé par le directeur/la directrice. Il est constitué de sept (7) membres représentatifs de la composition du laboratoire, renouvelé au 3/7 tous les 2 ans avec une élection spécifique pour le directeur adjoint/la directrice adjointe.

Article 6 – Directeur/Directrice et Directeur adjoint/Directrice adjointe

6.1 Le laboratoire est dirigé par un/e enseignant/e-chercheur/e, membre permanent/e du laboratoire, qui accède au poste de directeur/directrice après un mandat de directeur/directrice adjoint/e.

6.2 Le mandat de directeur/directrice est de 2 ans, renouvelable après quatre (4) ans. En cas de démission, d'empêchement ou de révocation de son mandat, le directeur adjoint/directrice adjointe le remplace de manière automatique.

6.3 En cas de manquement grave, le conseil de laboratoire, délibérant à la majorité absolue, peut mettre fin à la fonction de directeur/directrice, convoque une AG extraordinaire pour statuer sur la décision et élire un nouveau directeur adjoint/une nouvelle directrice adjointe (tout en fixant la durée des mandants).

...

6.5 En cas d'absence ou d'empêchement limité dans le temps, le directeur/la directrice se fait remplacer par le directeur adjoint/directrice adjointe. Celle/celui-ci peut le/la représenter à un événement ponctuel.

6.5a Le directeur adjoint/la directrice adjointe seconde le directeur/la directrice dans ses différentes tâches et peut être délégué/e sur certains dossiers par le directeur.

...

- L'article 7a est inséré dans les statuts.

Article 7a – Cadres et personnel du laboratoire

7a.1 Pour assurer le bon fonctionnement du laboratoire, sur demande du Directeur/Directrice du laboratoire, le Conseil Exécutif de l'UEH peut affecter des cadres et du personnel au laboratoire.

7a.2 Sous la supervision du directeur/de la directrice, le Coordonnateur scientifique et le Gestionnaire coordonnent l'équipe technique du laboratoire.

7a.3 Les fiches de poste de ces deux cadres qui dépendent hiérarchiquement du directeur/de la directrice sont établies par le Conseil du laboratoire.

Fait à Port-au-Prince, le 16 décembre 2022

Jhon Picard Byron, membre permanent et directeur du laboratoire LADIREP

Calendrier des principales activités du laboratoire

Séminaire du laboratoire

- 31 mars 2023, Lukinson Jean, « Ce que brasser veut dire. Une anthropologie dynamique de l'informalité en Haïti »
- 28 avril 2023, Mislors Dexai, « Les enseignant-e-s haïtien-ne-s face au genre : pratiques pédagogiques, savoirs et expériences »
- 26 mai 2023, Marie Estella Joseph, « La double mission de la Police nationale : ordre social et contrôle social »
- 30 juin 2023, Lukinson Jean et Marc Felix Civil, « Le genre de la gynécologie Obstétrique. Enquête sur l'ordre des sexes dans une spécialité médicale »
- 28 juillet 2023, Marie Claire Christine Reid, « La question de la race dans l'identité haïtienne »
- 25 août 2023, Ketleine Charles, « Le mouvement féministe haïtien et les enjeux démocratiques post 1986 »
- 29 septembre 2023, Kepler Aurélien, « Crises politiques et logique de pouvoir en Haïti : les enjeux de l'intégration économique néolibérale »
- 12 octobre 2023, Carole Sassine, « Réflexions autour d'un long processus de traduction-interprétation » (Rentrée universitaire 2023/2024)
- 27 octobre 2023, Jonel Gustave, « Le dualisme créole/bossale : la formation de la société haïtienne sur le couple normalité/anormalité ? »
- 24 novembre 2023, Kesler Bien-aimé, « De "l'autochtonicité", du colonialisme à la colonialité du territoire urbain Port-au-Prince »
- 15 décembre 2023, Edelyn Dorismond, « Décolonialiser. La créolisation et la réécriture de la référence occidentale »
- 16/17 décembre 2023, AG annuelle LADIREP
- 18 décembre 2023, Inauguration du mandat du nouveau directeur du laboratoire LADIREP, Jean Waddimir Gustinvil (18/12/2023-18/12/2025)
- 18 décembre 2023, Jerry Michel & Joseph Sony Jean, « Patrimoines, mémoires et risques majeurs dans la Caraïbe : Enchevêtrement des histoires liées aux catastrophes en Haïti »

Colloque et journées d'études

- Journées d'études 13-15 avril 2023 sur « La crise mondiale/ régionale des démocraties » (Porteur : Jean Waddimir Gustinvil)
- Journées d'études 27-28 avril 2023 sur « Les élites dans la construction de l'État en Haïti au XIXe siècle » (Porteur : Emmanuel Milord)
- Journées d'études 16-17 novembre 2023 « Comment (ré)écrire l'histoire collective Patrimoines, mémoires, cultures et identités à l'épreuve des discussions postcoloniales et décoloniales » (Jerry Michel)

Fiche technique du laboratoire LADIREP

Identifiant :	L Angages D iscours R EPrésentation (LADIREP)
Etablissement de rattachement :	Université d'Etat d'Haïti (UEH)
Affiliation :	Laboratoire habilité de l'Ecole doctorale SHS de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), affilié au Collège Doctoral d'Haïti (CDH) par décision du 25 mars 2015 du Conseil Scientifique dudit collège
Implantation :	Faculté d'Ethnologie 10, Rue Magloire Ambroise HT-6110 Port-au-Prince, Haïti
Téléphone :	+509 2262 2000 Ext. 2222
E-mail :	ladirep@ueh.edu.ht
Site web:	http://ladirep.ueh.edu.ht/
Domaines de recherche :	Anthropologie sociale, philosophie, psycho-sociologie, sociologie.
Partenaires :	Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), Unité de Recherche Migrations et Société/ Institut de Recherche pour le Développement (URMIS/IRD), le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en Haïti, la direction régionale Caraïbe de l'Agence Universitaire de Francophonie (AUF).
Axes et équipes de recherche :	Axe1 « Socialisation, Cognition et Langage »; Axe 2 « Dynamiques sociopolitiques, Productions du savoir anthropologique et Circulation des idées »; Axe 3 « Cultures, Identités, Mémoires, Patrimoines et Tourisme ».
Conseil du laboratoire :	Jhon Picard Byron (directeur), Jean Waddimir Gustinvil (directeur adjoint), Mislors Dexai (secrétaire Exécutif), Edelyn Dorismond, Lukinson Jean, Jerry Michel (responsables d'axes), Marie-Claire Christine Reid (représentante des doctorant/es au Conseil)
Membres titulaires :	Jhon Picard Byron (FE), Marc-Félix Civil (FMP), Edelyn Dorismond (CHCL), Lenz Jn-François (FASCH), Lukinson Jean (CHCL), Jean Waddimir Gustinvil (ENS), Odonel Pierre-Louis (ENS).
Membres chercheurs :	Pierre Maxwell Bellefleur (CHCL), Kesler Bien-aimé (IERAH), Raynold Billy (FASCH), Jean Yves Blot (FE), Mislors Dexai (FE) Jean Michel Gabriel (FE), Jean Evenson Lizaire (FASCH), Jerry Michel (FE), Carole Sassine (FASCH), Theuriet Direny (FE)
Chercheur postdoctoral :	Kepler Aurélien
Doctorants:	Pierre Valéry Béliard, Mickelson Célestin, Kettleine Charles, Edisson Dorisca, Jonel Gustave, Rodady Gustave, Marie Estella Joseph, Emmanuel Milord, Marie-Claire Christine Reid.
Administratifs :	Flaure Joseph (Secrétaire, FE)
Membres associés actifs :	Paul Antoine Bien-aimé (UEH), Laennec Hurbon (CNRS, UEH), Ronald Jean Jacques (UEH), Maud Laethier (IRD), Jean Alix Rene (UEH)...

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Carole Sassine, Michel Acacia, Kepler Aurélien, Odonel Pierre-Louis, Youla J. Dolin, Kettleine Charles, Marie Estella Joseph, Emmanuel Milord, Shakespeare Emile, Jerry Michel

Comité du bulletin :

Mislors Dexai, Jean Waddimir Gustinvil

Conseil de rédaction :

le Conseil de laboratoire

Graphiste :

Mackenson Vernet

Diffusion :

les Éditions de l'Université d'État d'Haïti